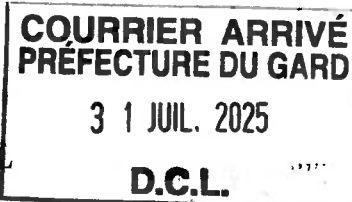


Délibération n°2025/019



**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LA ROUVIERE**

SEANCE DU 15 JUILLET 2025

L'an deux mil vingt-cinq et le quinze juillet à dix-neuf heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Patrick de GONZAGA, Maire.

Présents : MM. Patrick de GONZAGA, Agnès FLAMME, Aline BRUGUIERE, Martine DUMONT, Jérôme PHILIP, Alexandra BON, Kévin TAULEIGNE,

Absents avec procuration : M. Frédéric CALAME pour Mme Martine DUMONT, M. Florent FAUCHER pour M. Patrick de GONZAGA, Mme Christelle VILLETARD pour Mme Alexandra BON, Mme Joséphine COSTA pour Mme Aline BRUGUIERE,

Absent : M. Loïc FLAMME

Nombre de membres en exercice	12
Nombre de membres ayant pris part au vote	7
Nombre de vote exprimés	11

Date de convocation et d'affichage : 8 juillet 2025

Secrétaires de séance : Mme Agnès FLAMME

OBJET DE LA DELIBERATION :

**REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME : BILAN DE
CONCERTATION ET ARRET DU PROJET**

SYNTHESE :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 6 mars 2023, la Commune de La Rouvière a prescrit la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La concertation s'est tenue de manière continue durant toute l'élaboration du projet de révision générale du PLU. Le conseil municipal est invité à approuver le bilan de la concertation et arrêter le projet de révision du Plan local d'urbanisme.

Il est rappelé que l'intégralité des documents a été tenue à la disposition des élus.

Le projet de PLU arrêté sera transmis aux personnes publiques associées, qui disposeront d'un délai de trois mois pour émettre leurs avis. Par la suite, un commissaire enquêteur sera désigné afin de conduire l'enquête publique et d'établir son rapport. Le projet pourra, le cas échéant, faire l'objet de modifications avant son approbation définitive.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du Conseil Municipal en date du 6 mars 2023, la Commune de La Rouvière a prescrit la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme et a fixé les objectifs et les modalités de la concertation.

Un premier débat des orientations établies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a eu lieu en date du 22 mai 2024. A la suite des diverses

Délibération n°2025/019

réunions de travail et des échanges avec les personnes publiques associées, des points du projets ont été retravaillé notamment en entrée de ville est.

Un second débat des orientations s'est tenu lors du conseil municipal en date du 13 mai 2025.

Les orientations suivantes ont été retenues :

- **Orientation 1** : Assurer un développement urbain maîtrisé s'appuyant sur l'armature existante ;
- **Orientation 2** : Ancrer ce développement dans l'histoire communale et dans le respect de l'environnement, pour plus de résilience par rapport au changement climatique ;

Monsieur le Maire rappelle que la concertation s'est tenue de manière continue tout au long de l'élaboration du projet de révision générale du PLU. Les modalités de concertation ont été mises en œuvre conformément à la délibération du 6 mars 2023, elles sont détaillées dans le bilan de concertation annexé à la présente délibération.

Vu la loi portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle 2 n°2010-788 du 12 juillet 2010,

Vu la loi d'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové dite loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014,

Vu la loi d'accélération et de simplification de l'action publique dite loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020,

Vu la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021,

Vu la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite loi 3DS n° 2022-217 du 21 février 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants relatifs au Plan Local d'Urbanisme,

Vu les articles L. 103-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) Gardon-Amont approuvé par arrêté préfectoral du 03 juillet 2008,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Sud Gard révisé par délibération du 10 décembre 2019, et objet depuis d'une modification simplifiée n°1 approuvée en date du 23 juin 2022,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Nîmes Métropole, 2019-2024 prorogé deux ans par délibération n°2024-01-029 du conseil communautaire de Nîmes Métropole en date du 26/02/2024,

Vu la délibération n°AP/2022-06/08 du Conseil Régional du 30 juin 2022 adoptant le SRADDET Occitanie 2040,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 novembre 2018 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU,

Vu la délibération n°2023/007 du 6 mars 2023, ayant abrogé la délibération n°2021/048 du 9 novembre 2021, prescrit la révision générale du PLU et fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu la délibération n°2024/018 du 22 mai 2024, actant le premier débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD),

Vu la délibération n°2025/018 du 13 mai 2025, actant du second débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD),

Délibération n°2025/019

Vu la phase de concertation menée du 6 mars 2023 au 17 juillet 2025,

Vu le bilan de concertation, dont la synthèse des avis de la population est annexée à la présente délibération,

Vu le projet de plan local d'urbanisme et notamment le projet d'aménagement et de développement durables, le rapport de présentation incluant l'évaluation environnementale, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement écrit et graphique et les annexes,

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à sa révision.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal **décide, à l'unanimité :**

1 – **D'approuver** le bilan de concertation tel qu'annexé à la présente délibération ;

2 – **D'arrêter** le projet de révision générale du plan local d'urbanisme de la commune de La Rouvière tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

Le projet de révision générale du plan local d'urbanisme sera soumis pour avis aux personnes publiques associées suivantes conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme :

- à l'Etat ;
- à la Région ;
- au Département ;
- à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat ;
- à la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- à la Chambre de Métiers
- à la Chambre d'Agriculture ;
- à l'établissement public en charge de la gestion du SCoT Sud Gard.

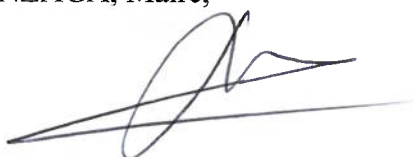
Conformément à l'article L153-17 du Code de l'urbanisme, le projet de plan arrêté sera également soumis, à leur demande, aux communes limitrophes.

Le projet de plan local d'urbanisme sera également soumis pour avis :

- Au centre national de la propriété forestière (CNPF) ;
- Au centre régional de la propriété forestière (CRPF) ;
- A l'institut national des appellations d'origine (INAO) ;
- A l'autorité environnementale (MRAe) ;
- A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

La présente délibération sera notifiée au préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Elle fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la commune et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Patrick de GONZAGA, Maire,



Délibération n°2025/019

Acte exécutoire le 31/07/2025

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif de Nîmes peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

2025

Révision générale du PLU de La Rouvière

Commune de La Rouvière
Plan local d'urbanisme

COURRIER ARRIVÉ
PRÉFECTURE DU GARD
3 1 JUIL. 2025
D.C.L.



[BILAN DE LA CONCERTATION]

Révision générale du PLU arrêtée le 15 JUIL. 2025

Le Maire,
Patrick de GONZAGA





Sommaire

1. Rappel réglementaire 2

2. Objectifs assignés à la concertation préalable..... 4

3. Organisation et déroulement de la concertation..... 5

4. Autres mesures mises en place..... 26

5. Bilan global de la concertation publique..... 27

1. RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le présent document tire le bilan de la concertation, conformément aux dispositions des articles L 103-1 à L103-6 du code de l’urbanisme.

1.1. ARTICLE L103-1

Lorsque des décisions des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement relevant du présent code n'appartiennent pas à une catégorie de décisions pour lesquelles des dispositions législatives particulières ont prévu les cas et conditions dans lesquelles elles doivent être soumises à participation du public, les dispositions des articles L. 123-19-1 à L. 123-19-6 du code de l'environnement leur sont applicables.

1.2. ARTICLE L103-2

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

- 1° Les procédures suivantes :
- a) L'élaboration et la révision du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme ;
 - b) La modification du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
 - c) La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
 - d) L'élaboration et la révision de la carte communale soumises à évaluation environnementale ;
- 2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;
- 3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

Conformément au IV de l'article 148 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, ces dispositions sont applicables aux procédures engagées après la publication de la présente loi.

1.3. ARTICLE L103-3

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

- 1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;
- 2° Le représentant légal de la société SNCF Réseau mentionnée à l'article L. 2111-9 du code des transports ou de sa filiale mentionnée au 5° du même article lorsque l'opération est à l'initiative de l'une de ces deux sociétés ;
- 3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.



Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

1.4. ARTICLE L103-4

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

1.5. ARTICLE L103-5

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

1.6. ARTICLE L103-6

À l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.



2. OBJECTIFS ASSIGNES A LA CONCERTATION PREALABLE.

La commune de La Rouvière a engagé une procédure de révision de son plan local d'urbanisme (PLU), par délibération du conseil municipal en date du 6 mars 2023.

Cette délibération fixe les modalités de concertations suivantes :

1. Publication d'au moins quatre articles sur le site internet de la commune et dans la presse locale aux grandes étapes à partir du lancement de la procédure (lancement de procédure, diagnostic, PADD, arrêt) ;
2. Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques durant toute la durée de la procédure de concertation. Les doléances pourront également être envoyées par courrier ou courriel, en mairie, en précisant que la demande concerne la « Révision générale du PLU ». Ces éléments seront reportés dans le registre ;
3. Organisation d'au moins 2 réunions publiques, l'une au stade du PADD, et la seconde pour présenter les principes du zonage, du règlement et les OAP ;
4. Mise à disposition en mairie d'une exposition publique a minima à partir de la fin de la phase diagnostic (panneaux diagnostic, PADD et réglementaire).

Les modalités de la concertation définies ont permis au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, d'accéder aux informations relatives à la révision générale du PLU et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

⇒ **Toutes les modalités de concertation ont été mises en œuvre.**



3. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA CONCERTATION

3.1. PUBLICATION D'AU MOINS QUATRE ARTICLES SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE ET DANS LA PRESSE LOCALE AUX GRANDES ETAPES A PARTIR DU LANCEMENT DE LA PROCEDURE

Des articles ont été publiés dans Midi Libre.

Un premier article a permis de rappeler que la municipalité a décidé de lancer la révision générale du PLU. Il rappelle également la mise à disposition d'un registre de concertation en mairie.

La Rouvière

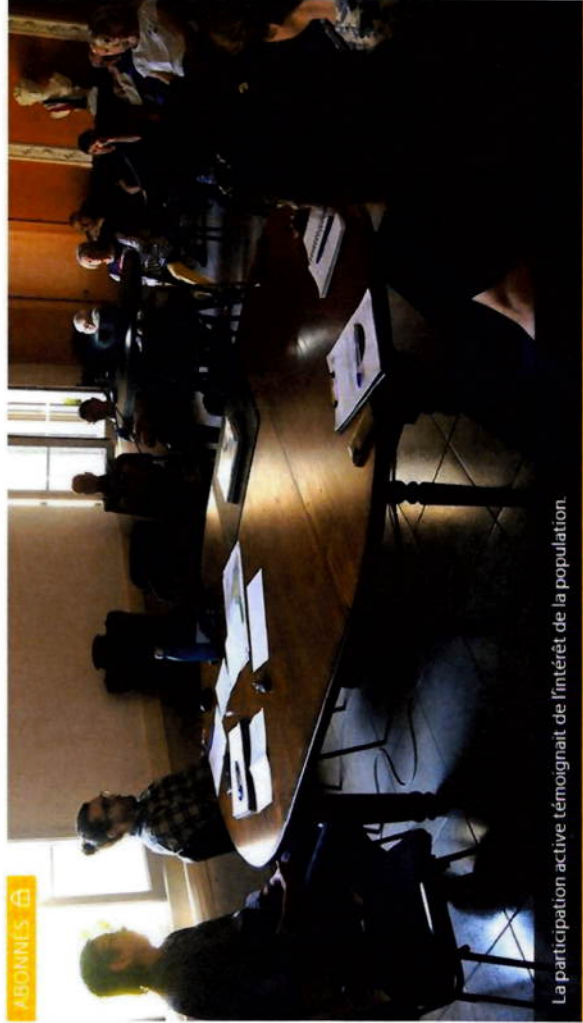
Concertation pour le PLU

Le conseil municipal a décidé de réviser le plan local d'urbanisme, de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation. Les études pour cette révision ont été lancées. Le diagnostic exposant un état des lieux du territoire, l'ensemble des problématiques communales ainsi que les principaux enjeux ont été présentés par le bureau d'études.

Source :Midi Libre, juillet 2023

Un deuxième article a permis de rappeler les étapes de la révision générale du PLU notamment le diagnostic et le PADD. Il permet de présenter la tenue de la réunion publique du 13 avril qui a présenté le diagnostic et le PADD. Elle a également permis de rappeler qu'un registre de concertation est ouvert en mairie.

Le développement durable en réunion publique



Publié le 19/04/2024 à 05:05

Urbanisme, La Rouvière



Un troisième article a permis de rappeler la réunion publique en commune. Il rappelle également le travail mené sur la traduction du PADD dans les pièces réglementaires que sont le règlement écrit et graphique et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Il rappelle que ces pièces seront présentées lors d'une dernière réunion publique le 18 mars.

Midi Libre Mardi 4 Mars 2025

La Rouvière

Révision du Plu, dernière réunion publique le 17 mars

La réunion publique du 13 avril 2024 a été l'occasion de rappeler rapidement la procédure et le contexte réglementaire, puis de présenter la synthèse du diagnostic ainsi que les orientations et objectifs retenus dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Depuis cette date, l'équipe municipale, accompagnée du bureau d'études Apicad, a travaillé sur la traduction du PADD en règlement écrit et graphique et les orientations d'aménagement et de programmation. Ces documents constituent les trois pièces réglementaires du Plan local d'urbanisme (PLU), directement opposables aux demandes d'autorisation d'urbanisme, comme les permis de construire. Ils

Source : Midi Libre, Mars 2025

→ L'information sur la révision générale du PLU dans un journal départemental a permis d'informer à une échelle plus large que le territoire communal, y compris des personnes qui n'auraient pas cherché spécifiquement à se renseigner sur l'urbanisme.

Des articles ont été également publiés sur le site internet de la commune.

Le premier article permet de présenter la procédure, les objectifs et les modalités de concertation. Il présente également l'avancement des études.

Révision du PLU



Par délibération n°2023/007 en date du 6 mars 2023, le conseil municipal a décidé de prescrire la révision générale du plan local d'urbanisme sur le territoire communal, de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation. Les études pour la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) ont été lancées. Le diagnostic exposant un état des lieux du territoire, l'ensemble des problématiques communales ainsi que les principaux enjeux ont été présentés par le bureau d'étude au Conseil Municipal. Une première réunion publique a eu lieu le mercredi 21 juin 2023 à 18h30 au Syndicat Mixte de Leins Gardonnenque à Saint-Geniès-de-Malgoirès. Celle-ci a permis de présenter le cadre général de la procédure de révision générale du PLU et le contexte réglementaire. Cette première réunion publique a été mutualisée avec les communes de Fons, Gajan, Montignargues, Sautet, Montagnac, elles aussi en cours de révision de leur PLU, et avec Saint-Bauzély (révision de la carte communale).

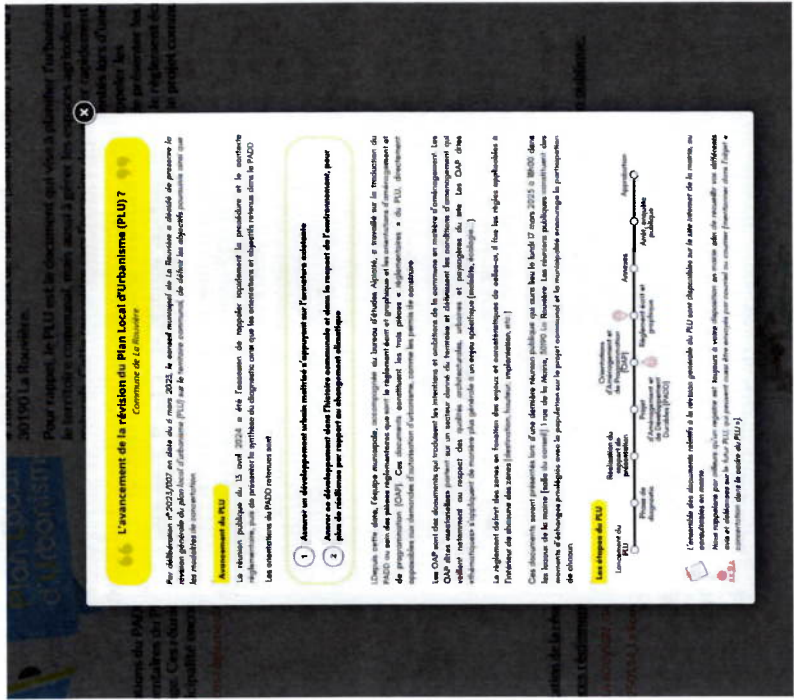
L'ensemble des documents relatifs à cette rencontre sont disponibles ci-dessous ou consultable en Mairie. Nous rappelons par ailleurs qu'un registre est toujours à votre disposition en mairie afin de recueillir vos différents avis et doléances sur le futur PLU, qui peuvent aussi être envoyés par courriel ou courrier (mentionner dans l'objet « concertation dans le cadre du PLU »).

Délibération de lancement de la révision du plan local d'urbanisme: 2023-007 Révision PLU_tamponnée



Source : Site internet, septembre 2023

Le deuxième article permet de rappeler l'avancement de la procédure de révision générale du PLU. Il permet de préciser que des réunions de travail ont été réalisées sur les pièces réglementaires (OAP, règlement écrit et zonage).



Source : Site internet, mars 2025

Le troisième article a permis de rappeler qu'une dernière réunion publique a lieu. Il informe la population de la suite de la procédure, notamment de la phase d'arrêt. L'article rappelle que l'ensemble des remarques seront examinées lors du bilan de la concertation qui sera annexé à la délibération d'arrêt et intégré au dossier d'enquête publique.

Des articles ont par ailleurs été publiés au cours de la procédure afin d'annoncer les réunions publiques (voir ci-après).

⇒ L'information sur la révision générale du PLU sur le site internet a permis d'informer la population.

3.2. REGISTRES D'AVIS DISPONIBLES EN MAIRIE

La commune de La Rouvière a engagé une procédure de révision générale de son PLU, par délibération du conseil municipal en date du 6 mars 2023.

Un registre de recueil des doléances a été ouvert le 6 mars 2023 et mis à disposition en mairie. Le registre a été clos le 15 Juillet 2025 par Patrick de Gonzaga, Maire de La Rouvière. Les contributions transmises par courrier et courriel ont été enregistrées et intégrées dans le registre de concertation et mis à disposition à la mairie. Ces contributions ont été classées et datées telles qu'elles apparaissent dans le registre.



Le registre a recueilli, au 15 Juillet 2025, 18 contributions venant des habitants de La Rouvière concernés par le document (toutes les remarques ont été comptabilisées dans ce décompte, y compris celles déposées à plusieurs reprises par la même personne). Il s'agit du total des éléments reçus, qu'ils aient été transmis par courriel, par courrier, ou inscrit directement au registre.

⚠ Une synthèse des remarques apparaît dans le tableau ci-après, ainsi que les réponses apportées par la commune au moment du conseil municipal tirant le bilan de concertation.



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
1	9/11/2021	Denis DOUSTALY	Le pétitionnaire souhaite que ses parcelles soient reclassées en zone constructible.	C235, C281 et C284	<p>Le contexte réglementaire national tend depuis plus de 10 années à réduire la consommation d'espaces. La récente loi climat et résilience de 2021 vient conforter la trajectoire de réduction de la consommation notamment avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050. Cette loi doit être traduite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le SRADDET, le SCOT et le PLU.</p> <p>De manière générale, la révision générale du PLU est de nature à diminuer les zones constructibles afin de s'inscrire dans les législations actuelles visant une réduction de la consommation d'espaces jusqu'à une zéro artificialisation nette.</p> <p>Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est un document de rang supérieur qui définit des objectifs et orientations sur le territoire. Le PLU doit être compatible avec celui-ci. Le SCOT Sud Gard définit une enveloppe urbaine et il accorde également un volume de consommation d'espaces en extension. Ce volume est déjà</p>



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
2	31/01/2023	Yann VICENTE	Le pétitionnaire souhaite que ses parcelles soient reclassées en zone constructible afin de permettre la construction d'une maison individuelle pour son fils.	D159 et D160	<p>Le contexte réglementaire national tend depuis plus de 10 années à réduire la consommation d'espaces. La récente loi climat et résilience de 2021 vient conforter la trajectoire de réduction de la consommation notamment avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050. Cette loi doit être traduite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le SRADDET, le SCOT et le PLU.</p> <p>De manière générale, la révision générale du PLU est de nature à diminuer les zones constructibles afin de s'inscrire dans les législations actuelles visant une réduction de la consommation d'espaces jusqu'à une zéro artificialisation nette.</p> <p>Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est un document de rang supérieur qui définit des objectifs et orientations sur le territoire. Le PLU doit être compatible avec celui-ci. Le SCOT Sud Gard définit une enveloppe</p>

N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
3	17/02/2023	Vincent ROUVIERE	Le pétitionnaire est porteur d'un projet immobilier pour construire une maison de santé pluriprofessionnelle. Celle-ci sera complémentaire d'une autre partie du projet étant la création de villas destinées à l'accueil de personnes âgées autonomes. Enfin le reste du terrain permettra la réalisation de villa accueillant des familles.	AD634, AD635, AD636, AD637	Réponse partiellement favorable à la demande. La municipalité a fait le choix de permettre la création d'une maison de santé en entrée de ville est. Pour les équipements publics, le SCOT définit un pot commun au sein duquel la commune peut piocher. Le choix a été fait de limiter au strict minimum la consommation, ainsi uniquement la partie nord de la parcelle AD637 a été intégrée à la révision générale du PLU. Celle-ci fait l'objet d'un classement en zone Uep1 uniquement destiné à la réalisation d'une maison médicale.
4	4/03/2023	Françoise CARLE	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit reclassée en zone constructible.	AD578	Voir réponse n°2
5	5/07/2023	Noël ROUVIERE	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit reclassée en zone constructible.	AC56	Voir réponse n°2

N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
			zone à urbaniser dédiée à l'accueil de nouveaux logements à proximité de l'équipement scolaire. La parcelle est équipée de tous les réseaux.		
6	07/07/2023	Denis DOUSTALY	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit reclassée en zone constructible.	AC284	Voir réponse n°1
7	24/07/2023	Madeleine et Alain PELLEGRILLI	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit maintenue en zone à urbaniser dans le futur PLU. Celle-ci est proximité des équipements et elle est bordée par tous les réseaux. Le pétitionnaire a signé un compromis de vente.	AD168	Voir réponse n°2
8	31/07/2023	Serge et Anne Marie PHILIBERT	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit maintenue en zone à urbaniser dans le futur PLU. Celle-ci est bordée par tous les réseaux et un compromis de vente a été signé.	AD496	Voir réponse n°2
9	12/10/2023	Monique DAJTLICH	Le pétitionnaire a engagé des frais de viabilisations sur sa parcelle. Il a le projet de réaliser des constructions à usage d'habitation. Le pétitionnaire	AC287	Réponse favorable à la demande. La parcelle fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme. Celle-ci cristallise les droits à construire pour plusieurs années.



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
10	6/11/2023	Sophie DEL GROSSO	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit maintenue en zone constructible.	AE343	<p>Réponse défavorable à la demande.</p> <p>Les parcelles objets de demande sont situées en dehors des zones déjà urbanisées, déterminées au stade du diagnostic du PLU.</p> <p>Le contexte réglementaire national tend depuis plus de 10 années à réduire la consommation d'espaces. La récente loi climat et résilience de 2021 vient conforter la trajectoire de réduction de la consommation notamment avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050. Cette loi doit être traduite dans les documents d'urbanisme.</p> <p>De manière générale, la révision générale du PLU est de nature à diminuer les zones constructibles afin de s'inscrire dans les législations actuelles visant une réduction de la consommation d'espaces jusqu'à une zéro artificialisation nette.</p> <p>De plus, le schéma de cohérence territorial (SCoT) est un document de rang supérieur qui définit des objectifs et orientations sur le territoire. La</p>



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
11	22/01/2024	Sébastien PUECH	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit reclassée en zone constructible afin de construire des maisons.	AC62	<p><i>Voir réponse n°2</i></p>
12	24/01/2024	Jean-Philippe ALLIER	Le pétitionnaire souhaite que sa parcelle soit reclassée en zone constructible pour de l'activité économique afin de créer une activité de location de box de stockage sécurisé pour les artisans.	AE220	<p><i>Voir réponse n°10</i></p>

N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
13	19/04/2024	Jean Pierre LAHUTTE	Le pétitionnaire, suite à la réunion publique, a appris que sa parcelle serait déclassée afin de préserver l'entrée de ville est. Le terrain est actuellement végétalisé et contribue à l'embellissement de l'entrée est du village. Le pétitionnaire souhaite qu'une parcelle puisse être aménagée sur ce terrain. Cet objectif répond au principe de densification de l'habitat.	A229	La commune fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme. Celle-ci cristallise les droits à construire pour plusieurs années. La parcelle a été classée en zone urbaine Ub.
14	22/04/2024	Yves BRUGUIERE	Le pétitionnaire questionne le fait qu'on supprime des terrains constructibles et que l'on débloque des terrains non constructibles pour la réalisation d'une maison médicale. Le pétitionnaire estime que c'est un non-sens. Le pétitionnaire souhaite que la maison médicale d'utilité publique soit réalisée sur un terrain communal.		La commune a pris en compte la demande. Le contexte réglementaire national tend depuis plus de 10 années à réduire la consommation d'espaces. La récente loi climat et résilience de 2021 vient conforter la trajectoire de réduction de la consommation notamment avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050. Cette loi doit être traduite dans les documents d'urbanisme. De manière générale, la révision générale du PLU est de nature à diminuer les zones constructibles afin de s'inscrire dans les législations actuelles visant une réduction de la

N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
					consommation d'espaces jusqu'à une zéro artificialisation nette. Le SCOT Sud Gard définit une enveloppe urbaine et il accorde également un volume de consommation d'espaces en extension. Ce volume est déjà dépassé, de ce fait le PLU n'a pas capacité à mobiliser une extension pour de l'habitat. Pour les projets d'équipements publics, le SCOT définit un pot commun au sein duquel la commune peut piocher. Le choix a été fait de limiter au strict minimum la consommation, ainsi uniquement la partie nord de la parcelle AD637 a été intégrée à la révision générale du PLU. Celle-ci fait l'objet d'un classement en zone Uepl uniquement destiné à la réalisation d'une maison médicale.



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
15	8/04/2025	Agnès FLAMME	Le pétitionnaire souhaite qu'une réflexion soit faite sur la parcelle communale AD699. La parcelle a été acquise par la commune au prix du terrain constructible, le terrain ne doit pas être dévalorisé.	AD699	<p>Réponse partiellement favorable à la demande.</p> <p>Le contexte réglementaire national tend depuis plus de 10 années à réduire la consommation d'espaces. La récente loi climat et résilience de 2021 vient conforter la trajectoire de réduction de la consommation notamment avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050. Cette loi doit être traduite dans les documents d'urbanisme.</p> <p>De manière générale, la révision générale du PLU est de nature à diminuer les zones constructibles afin de s'inscrire dans les législations actuelles visant une réduction de la consommation d'espaces jusqu'à une zéro artificialisation nette.</p> <p>La parcelle AD699 est une parcelle communale, suite à de nombreux échanges entre élus, ceux-ci ont décidé de maintenir une partie de la parcelle en zone d'équipements publics et le reste de la zone en agricole.</p>



N°	Date de la demande	Demandeur	Résumé de la demande	Lieux et/ou N° de parcelles	Réponse de la commune et motivation
16	10/04/2025	Aline BRUGIERE	Le pétitionnaire souhaite que la parcelle communale AD699 soit maintenue en zone Uep (équipement public). La parcelle a été acquise par la commune au prix du terrain constructible, le terrain ne doit pas être dévalorisé.	AD699	<p><i>Voir réponse n°16</i></p>
17	23/04/2025	Vincent ROUVIERE	Le pétitionnaire a pris connaissance du projet d'OAP concernant l'entrée de ville est et le projet de maison médicale lors de la réunion publique. Il souhaite porter à connaissance un projet d'implantation pour le projet de maison médicale.	OAP entrée de ville est	<p>La commune a pris en compte la demande.</p>
18	27/06/2025	Annick et Bruno FLORIS	Les pétitionnaires souhaitent connaître le devenir de leurs parcelles. Les pétitionnaires souhaitent connaître la classification de leurs parcelles, si une révision du PLU est envisagée, si des projets d'extension sont à l'étude, la position de la commune sur l'évolution du zonage de ces parcelles.	AD275,276 et 605	<p>Les parcelles AD275,276 et 605 sont situées en contrebas de la silhouette villageoise, dans la plaine agricole. Les parcelles sont classées en zone Ap dans le PLU de 2014. La révision générale du PLU classe les parcelles en zone Ap. La zone Ap correspond à une zone agricole présentant des enjeux paysagers marqués comme le socle du village. Dans ce cadre la constructibilité</p> <p>La commune a pris en compte la demande.</p>



N°	
Date de la demande	
Demandeur	
Résumé de la demande	
Lieux et/ou N° de parcelles	
Réponse de la commune et motivation	est réduite afin de préserver la silhouette villageoise. La révision générale du PLU a été lancée par délibération municipale le 6 mars 2025. Des projets d'extensions sont prévus pour des équipements publics. Plusieurs autorisations d'urbanisme accordées cristallisent les droits à construire en extension (extension subie). La localisation des parcelles et les différents enjeux liés à leurs localisations sous le socle villageois et à leur potentiel agricole font qu'une évolution du zonage vers des zones constructibles n'est pas envisageable.

PLU de La Rouvière – Bilan de concertation

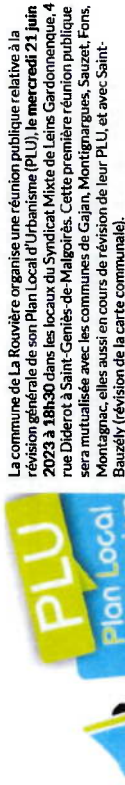


3.3. REALISATION D'AU MOINS DEUX REUNIONS PUBLIQUES : UNE AU STADE DE LA FIN DE DIAGNOSTIC, ET LA SECONDE POUR PRESENTER LE PRINCIPE DU ZONAGE

Trois réunions publiques ont été réalisées :

Une première réunion publique « commune » a été réalisée le 21 juin 2023 à 18h30 dans les locaux du syndicat mixte de Leins Gardonnenque. Cette première réunion a permis de présenter la démarche de révision mutualisée avec 6 autres communes de la Gardonnenque. Cette présentation était relative à la procédure de carte communale et de PLU, au cadre réglementaire et au diagnostic territorial.
Environ 60 personnes étaient présentes dans le public pour cette réunion.
Des affiches ont été mise en place sur le site internet de la commune, un article également et une annonce légale a été paru dans midi libre. Le compte rendu a été publié sur le site internet de la commune.

Réunion Publique d'Informations sur le Plan Local d'Urbanisme



La commune de La Rouvière organise une réunion publique relative à la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le **mercredi 21 juin 2023 à 18h30** dans les locaux du Syndicat Mixte de Leins Gardonnenque, 4 rue Didierot à Saint-Génès-de-Magdon. Cette première réunion publique sera mutualisée avec les communes de Cajon, Montignargues, Suzet, Fons, Montagnac, elles aussi en cours de révision de leur PLU, et avec Saint-Bauzély (révision de la carte communale).

Pour rappel, le PLU est le document qui vise à planifier l'urbanisme sur le territoire communal, mais aussi à gérer les espaces agricoles et naturels. Cette rencontre sera l'occasion de présenter la démarche de révision générale du PLU, notamment en matière de procédure et de cadre réglementaire.

Réunion Publique, Procédure et contexte réglementaire : 2023-06-21 RP
Compte rendu Réunion Publique n°1 du 21/06/23 commune aux 7 communes : 2023-06-21 RP1_VF

Source : Compte rendu et présentation, site internet, septembre 2023

ATTESTATION DE PUBLICATION

Je, soussigné, Patrick de GONZAGA, Maire de la commune de La Rouvière (Gard), atteste que l'invitation à la réunion publique du 21 juin 2023 à 18h30 au syndicat mixte Leins Gardonnenque, relative à la présentation de la procédure de révision du plan local d'urbanisme et à la présentation du contexte réglementaire, a été publiée sur le site internet de la commune et sur la page « Facebook » de la commune le 26 mai 2023.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à La Rouvière le 26 mai 2023,

Le Maire,

Patrick de GONZAGA,



Source : Attestation de publication, mai 2023



Une seconde réunion a été réalisée le 13 avril 2024 à 14h00 à la mairie, relative à la synthèse du diagnostic territorial ainsi qu'aux orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durable (PADD).

Environ 20 personnes étaient présentes dans le public pour cette réunion.

Des affiches ont été mise en place sur le site internet de la commune, un article également et une annonce légale a été paru dans midi libre

À la suite de cette réunion, le support de présentation a été publié sur le site internet de la commune.

ATTESTATION DE PUBLICATION

Je, soussigné, Patrick de GONZAGA, Maire de la commune de La Rouvière (Gard), atteste que l'invitation à la réunion publique du 13 avril 2024 à 14h00 à la Mairie (1 rue de la Mairie), relative :

- à la présentation du diagnostic du plan local d'urbanisme
 - à la présentation du projet d'aménagement et de développement durable,
- a été :
- affichée sur les panneaux d'affichage de la commune le 22 mars 2024
 - publiée sur le site internet de la commune et sur la page « Facebook » de la commune le 22 mars 2024

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à la Rouvière le 22 mars 2024,
Le Maire,
Patrick de GONZAGA,

Source : Certificat d'affichage, mars 2024

Réunion Publique d'Informations sur le Plan Local d'Urbanisme 13 avril 2024



Réunion publique du 13 avril 2024

La commune de La Rouvière organise une réunion publique relative à la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), le samedi 13 avril 2024 à 14h00 dans les locaux de la mairie (salle du conseil) 1 rue de la Mairie, 30190 La Rouvière. Pour rappel, le PLU est le document qui vise à planifier l'urbanisme sur le territoire communal, mais aussi à gérer les espaces agricoles et naturels. Cette rencontre sera l'occasion de rappeler rapidement la procédure et le contexte réglementaire déjà présentés lors d'une première réunion publique (le 21 juin 2023), puis de présenter la synthèse du diagnostic ainsi que les orientations et objectifs retenus dans le PADD. Ces réunions constituent des moments d'échanges privilégiés avec la population sur le projet communal et la municipalité encourage la participation de chacun. Ainsi au moins une autre réunion publique interviendra avant l'arrêt du PLU

➤ Révision générale PLU réunion publique 13-04-2024

Source : Certificat d'affichage, mars 2024



Une troisième réunion a été réalisée le 17 mars 2025 à 18h à la mairie relative à la présentation des pièces réglementaires que sont les OAP, le règlement écrit et le zonage.

Environ 45 personnes étaient présentes dans le public pour cette réunion.

Des affiches ont été mise en place sur le site internet de la commune, un article également et une annonce légale a été paru dans midi libre

À la suite de cette réunion, le support de présentation a été publié sur le site internet de la commune, ainsi que le compte-rendu recensant notamment les questions posées et les réponses qui ont pu être apportées.

ATTESTATION DE PUBLICATION

Je, soussigné, Patrick de GONZAGA, Maire de la commune de La Rouvière (Gard), atteste que l'invitation à la réunion publique du 17 mars 2025 à 18h00 à la Mairie (1 rue de la Mairie), relative à la présentation du projet de zonage, règlement et Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

- affichée sur les panneaux d'affichage de la commune le 19 février 2025
- publiée sur le site internet de la commune le 19 février 2025
- publiée sur la page « Facebook » de la commune le 20 février 2025

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à la Rouvière le 20 février 2025,
Le Maire,
Patrick de GONZAGA,

Source : Attestation de publication, février 2025

Réunion Publique d'Informations sur le Plan Local d'Urbanisme 17 mars 2025



Réunion publique du 17 mars 2025 18h

La commune de La Rouvière organise une réunion publique relative à la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), le lundi 17 mars à 18h00 dans les locaux de la mairie (salle du conseil) 1 rue de la Mairie, 30190 La Rouvière.

Pour rappel, le PLU est le document qui vise à planifier l'urbanisme sur le territoire communal, mais aussi à gérer les espaces agricoles et naturels. Cette rencontre sera l'occasion de rappeler rapidement la procédure et le contexte réglementaire déjà présentés lors d'une première réunion publique (le 21 juin 2023), de rappeler les orientations du PADD présentées lors d'une seconde réunion publique (le 13 avril 2024), puis de présenter les pièces réglementaires du PLU que sont les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit et le zonage. Ces réunions constituent des moments d'échanges privilégiés avec la population sur le projet communal et la municipalité encourage la participation de chacun.

➤ Pièces réglementaires :

Source : site internet de la commune, mars 2025



Dans l'objectif d'avoir un maximum d'habitants présents lors de ces réunions-débats, la collectivité a pris soin de **diffuser l'information de différentes manières**. Ainsi, la population a été tenue informée de ces réunions au travers des affichages sur la commune, des publications sur le site internet de la commune, facebook journal à diffusion départementale.

ACTUALITÉS ▼

TOUTES
LES ACTUS

**2ème jour de Collecte
des Ordures Ménagères**

**2ème JOUR DE
COLLECTE DES
ORDURES
MENAGERS A
COMPTER**
à partir du 1er juin et jusqu'au 28

**DÉBROUSSAILLEMENT
TOUS CONCERNÉS !**
**DÉBROUSSAILLEMENT:
REVISION DE
L'ARRETE
PREFECTORAL**
Monsieur le préfet a signé le 28

PLU
**REUNION PUBLIQUE
D'INFORMATIONS
SUR LE PLAN LOCAL
D'URBANISME 17**
La commune de La Rouvière
organise une réunion

Urbanisme ▼

PLU
**Plan Local
d'Urbanisme**

PLU
**Plan Local
d'Urbanisme**

PLU
**Plan Local
d'Urbanisme**

PLU
**Plan Local
d'Urbanisme**

EXPOSITION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME EN ...

REUNION PUBLIQUE D'INFORMATIONS SUR LE PLAN ...

REUNION PUBLIQUE D'INFORMATIONS SUR LE ...

REUNION PUBLIQUE D'INFORMATIONS SUR LE ...

Publication sur le site internet annonçant les réunions publiques

Source : site internet de la commune



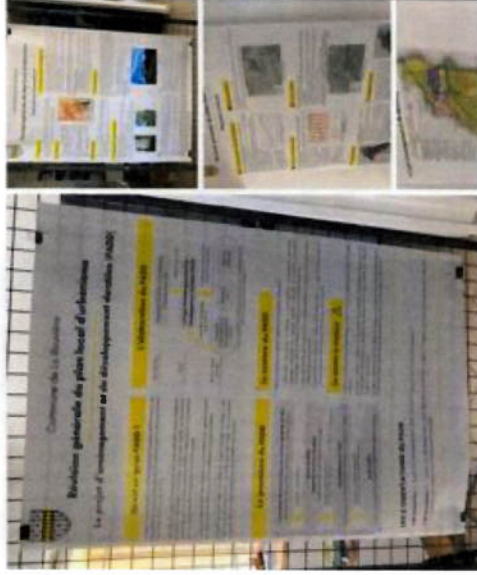
Tout Publications Personnes Vidéos Grou

Mairie de La Rouvière - 30190 - Suivre
27 août 2024 · 6

C'est une bonne nouvelle que l'exposition publique du Plan Local d'Urbanisme (PLU) avance ! Les quatre nouveaux panneaux d'informations à la mairie devraient fournir des détails précieux sur les projets d'aménagement et de développement durable de la commune.

Vous pourrez consulter ces informations pendant les heures d'ouverture de la mairie. Si vous avez des questions spécifiques ou besoin de plus de détails, n'hésitez pas à demander.

- Lundi matin de 10h à 12h
- Mercredi matin de 10h à 12h
- Vendredi matin de 10h à 12h



Publication sur Facebook
Source : Facebook

La Rouvière
RÉUNION PUBLIQUE DU PLU. Dans le cadre de la révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU), le maire Patrick de Gonzaga et le conseil municipal invitent la population à une réunion publique le mercredi 21 juin, à 18 h 30, dans les locaux du Syndicat mixte de Leins Gardonnenque, 4, rue Diderot à Saint-Geniès-de-Malgoirès. Cette première réunion publique sera mutualisée avec d'autres communes du même secteur. Cette rencontre permettra aux Rouviérois de prendre connaissance de la démarche de révision générale du PLU, notamment en matière de procédure et de cadre réglementaire.

Urbanisme, La Rouvière

Publié le 04/04/2024 à 05:05

CORRESPONDANT

Écouter cet article

Powered by ETE Studio
00 00000 50

Le maire, Patrick de Gonzaga et le conseil municipal invitent la population à une réunion publique relative à la révision générale de son Plan local d'urbanisme (PLU), samedi 13 avril à 14 heures, à la mairie, salle du conseil.

Cette rencontre sera l'occasion de rappeler rapidement la procédure et le contexte réglementaire déjà présentés lors d'une première réunion publique (21 juin 2023), puis de présenter la synthèse du diagnostic ainsi que les orientations et objectifs retenus dans le PADD.

Ces réunions constituent des moments d'échanges privilégiés avec la population sur le projet communal et la municipalité encourage la participation de chacun.



ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM499537, N°204231) est commandée pour paraitre, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : Midi Libre - 30	
Date de parution : 27/02/2025	
Cout de l'annonce :	
Parution	210.00 € HT
Justificatif(s) additionnel(s)	2.80 € HT
Frais techniques	10.00 € HT
Montant TVA :	44.56 €
Total TTC :	267.36 €

Fait à Montpellier, le 24 Février 2025

Le Gérant

AVIS AU PUBLIC
COMMUNE DE LA ROUVIERE

1 rue de la Mairie - 30190 LA ROUVIERE
04.66.81.03.99 (à partir du 06 mars 2025 : 04.49.29.59.25)

Réunion publique du 17 mars 2025

La commune de La Rouvière organise une réunion publique relative à la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), le lundi 17 mars 2025 à 18h00 dans les locaux de la mairie 1 rue de la Mairie, 30190 La Rouvière.

Pour rappel, le PLU est le document qui vise à planifier l'urbanisme sur le territoire communal, mais aussi à gérer les espaces agricoles et naturels.

Cette rencontre sera l'occasion de rappeler rapidement la procédure et le contexte réglementaire déjà présentés lors d'une première réunion publique (le 21 juin 2023), de rappeler les orientations du PADD présentées lors d'une seconde réunion publique (le 13 avril 2024), puis de présenter les pièces réglementaires du PLU que sont les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit et le zonage.

Ces réunions constituent des moments d'échanges privilégiés avec la population sur le projet communal et la municipalité encourage la participation de chacun.

Publication dans Midi Libre des réunions publiques n°1/2/3

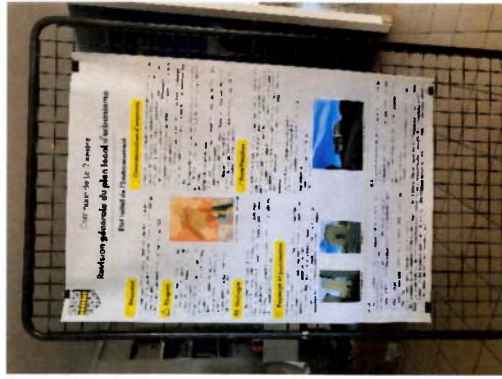
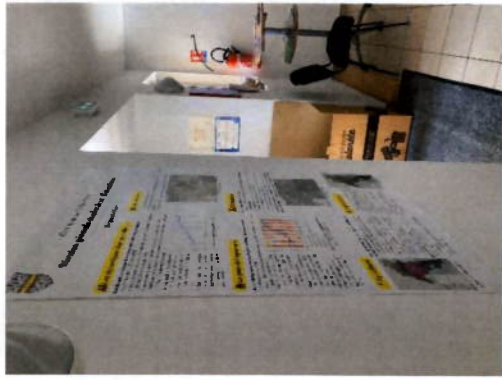
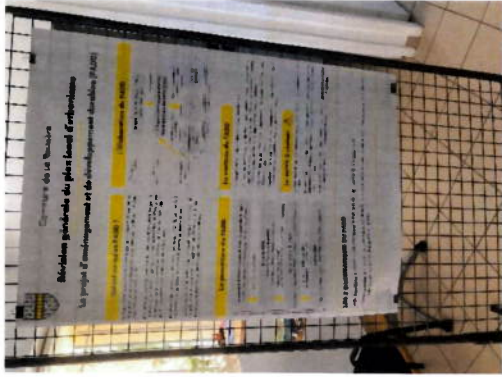
Source : Midi Libre

⇒ Ces réunions publiques ont permis à la population d'être informée du cadre réglementaire qui contraind la révision générale du PLU, des projets de la commune définis au regard des enjeux, et de prendre connaissance des pièces opposables. Elles ont également permis d'instaurer un dialogue ouvert avec les habitants afin de faciliter les échanges. Ces derniers ont pu faire part de leur vision du territoire et exprimer leur souhait concernant le développement urbain de la commune ainsi que leurs inquiétudes.

3.4. MISE A DISPOSITION EN MAIRIE D'UNE EXPOSITION PUBLIQUE A MINIMA A PARTIR DE LA FIN DE LA PHASE DIAGNOSTIC

La révision générale du PLU a fait l'objet d'une exposition présentant la procédure, le diagnostic, le projet d'aménagement et de développement durables et les pièces réglementaires.

Ainsi 8 panneaux ont été exposés à la mairie et ont permis d'informer les habitants de La Rouvière sur les différentes étapes majeures de la révision générale du PLU.



Source : Mairie, juin 2025



A noter que la commune a cherché, dans les différents supports de communication, à synthétiser le projet de PLU auprès du grand public, à véhiculer des messages clairs et compréhensibles et à vulgariser, dans la mesure du possible, les différentes notions entourant la révision générale du PLU.

⇒ Cette exposition a permis de présenter, de manière pédagogique, les éléments de diagnostic, du PADD et les éléments des pièces réglementaires portés par les élus. Elle s'adressait notamment aux personnes ne pouvant se rendre aux réunions publiques (horaires fixes), durant lesquels ces éléments avaient été présentés.

4. AUTRES MESURES MISES EN PLACE

La municipalité a souhaiter mettre à disposition sur son site internet les pièces opposables après la réunion publique du 17 mars 2025 afin que la population puisse prendre connaissance de celle-ci.

Les pièces réglementaires (OAP, règlement graphique et écrit), telles que présentées en réunion publique :

- ⇒ LA ROUVIERE_OAP_PPA
- ⇒ 250114_La Rouvière- Règlement VPPA
- =>



Source : publication sur le site internet des pièces opposables



ATTESTATION DE PUBLICATION

Je, soussigné, **Patrick de GONZAGA, Maire de la commune de La Rouvière (Gard)**, atteste que suite à la réunion publique du 17 mars 2025 à 18h00 à la Mairie (1 rue de la Mairie), relative à la présentation du projet de zonage, règlement et Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), ont été publiés sur le site internet de la commune le 30 mars 2025 :

- o La présentation de la réunion publique ;
- o Les pièces réglementaires (OAP, règlement graphique et écrit), telles que présentées en réunion publique
- o Le plan de zonage de la commune

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à la Rouvière le 31 mars 2025,
Le Maire,
Patrick de GONZAGA,

Source : Attestation de publication sur le site internet des pièces opposables

5. BILAN GLOBAL DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

La concertation s'est tenue de manière continue durant toute l'élaboration du projet de révision générale du PLU.

Les modalités de la concertation définies par la délibération du conseil municipal prescrivant la révision générale du PLU ont été mises en œuvre au cours de la démarche conformément aux principes de la délibération :

1. Publication d'au moins quatre articles sur le site internet de la commune et dans la presse locale aux grandes étapes à partir du lancement de la procédure (lancement de procédure, diagnostic, PADD, arrêt) ;
2. Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques durant toute la durée de la procédure de concertation. Les doléances pourront également être envoyées par courrier ou courriel, en mairie, en précisant que la demande concerne la « Révision générale du PLU ». Ces éléments seront reportés dans le registre ;
3. Organisation d'au moins 2 réunions publiques, l'une au stade du PADD, et la seconde pour présenter les principes du zonage, du règlement et les OAP ;



4. Mise à disposition en mairie d'une exposition publique a minima à partir de la fin de la phase diagnostic (panneaux diagnostic, PADD et réglementaire).

Les modalités de concertation fixées par le conseil municipal ont été mises en œuvre jusqu'à la délibération de principe sur le fait que le dossier est prêt pour la consultation.

Les modalités de concertation ont permis à la population d'être informée de l'élaboration du projet et de son contenu, et ont donné la possibilité à la population de s'exprimer sur leur vision du territoire.

⇒ Ce bilan, largement positif, est entériné par délibération du conseil municipal du 15 juillet 2025